Observation au compte rendu de la réunion du 3 octobre 2022 : néant

PROJET BATIMENT AGENCE POSTALE-MAIRIE-LOGEMENT

Une réunion est programmée le 21 novembre à 13 h 30 mn en mairie avec le maitre d'œuvre (Mme Anita BONNIER) et les artisans. Dossier en cours.

ASSAINISSEMENT – RUE ROLIEU

Le Bureau d'étude est actuellement en négociation avec les 3 entreprises qui ont répondu à l'appel d'offre. Les résultats seront présentés à la prochaine réunion de conseil, le 5 décembre 2022.

PROJET RESTAURANT SCOLAIRE

Mme RAUTUREAU, architecte du bureau d'étude PEPS Architecture a adressé pour information le planning pour le projet du restaurant scolaire et elle doit se rapprocher des services des Bâtiments de France.

Planning prévisionnel :

- Dépôt du permis de construire : semaine 47 (selon retour des ABF)
- Consultation des entreprises : semaine 49 de l'année 2022 à semaine 01 de l'année 2023
- Attribution des entreprises : fin janvier 2023
- Préparation du chantier : février 2023
- Lancement du chantier : mars 2023 pour une durée de 6 à 7 mois

SYDELA – Modification des statuts

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L5211-17, L5211-20 et L5711-1 et suivants,

Vu la délibération n°2020-63 du Comité syndical du 5 novembre 2020, modifiant les statuts du SYDELA,

Vu les statuts du SYDELA en vigueur, approuvés par arrêté préfectoral en date du 17 mai 2021,

Vu la délibération n°2022-73 du Comité syndical du 21 septembre 2022, modifiant les statuts du SYDELA,

Monsieur le Maire expose au conseil municipal

Considérant dans un premier temps, qu'un changement de dénomination sociale du syndicat, actuellement au nom de « Syndicat départemental d'énergie de Loire Atlantique » dit SYDELA, en faveur de « Territoire d'énergie Loire Atlantique » dit TE 44, a été approuvé par le Comité syndical du SYDELA.

Considérant dans un second temps, que pour clarifier les compétences transférées au SYDELA, il est nécessaire de créer une annexe n°3 permettant de lister l'ensemble des membres du syndicat, par type de compétence transférée.

Considérant qu'il est donc nécessaire d'engager une modification statutaire pour prendre en compte les changements précisés,

Considérant qu'il est nécessaire que chaque membre du syndicat approuve la proposition de modification soumise par le SYDELA,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'approuver la modification de la dénomination sociale du syndicat en « **Territoire d'énergie Loire-Atlantique** »,
- D'approuver les nouveaux statuts du SYDELA et leurs annexes.

La présente délibération sera notifiée à M. le Président du SYDELA.

TERRITOIRE D'ENERGIE LOIRE ATLANTIQUE- Economie d'énergie : modification des horaires de l'éclairage public

Avec l'envolée des prix des énergies et du risque de pénurie d'énergie cet hiver, la sobriété énergétique est devenue en cette rentrée une préoccupation majeure tant au niveau local qu'au niveau national, avec un impact

indéniable non seulement sur les budgets de fonctionnement des communes, mais aussi sur les modes de vies des collectivités et des citoyens.

C'est pourquoi, Territoire d'Energie Loire-Atlantique (anciennement Sydela), acteur référent des Energies au service des collectivités, se mobilise, avec l'Association des Maires de Loire-Atlantique, pour soutenir les communes sur ce sujet complexe.

Des actions de sobriété visent à engager une baisse de consommation de manière rapide et efficace avec des résultats visibles à court terme, sans investissement pour les collectivités.

C'est pourquoi, après discussion et réflexion, le conseil municipal décide à l'unanimité de modifier l'éclairage public de la manière suivante : extinction de 22 h à 6 h 30 mn sur l'ensemble du territoire.

L'arrêté municipal pris en date du 12 octobre 2020 sera modifié dans ce sens.

« Territoire d'énergie Loire-Atlantique » doit revoir les câblages des permanents en début d'année.

Les horaires seront corrigés pour certains permanents (commerces...) s'il y a possibilité de les régler. A suivre.

D'autre part, au niveau des illuminations de Noël, les traversées de route seront supprimées.

Eclairage prévue après le week-end du téléthon jusqu'au vœux de la municipalité (5 semaines).

AGENCE FONCIERE DE LOIRE ATLANTIQUE

Mr le maire informe le conseil avoir reçu Mme BIZIEN de l'Etablissement Public Foncier de Loire Atlantique, en présence de Mme Pauline HALLET, 1ere adjointe.

Présentation des missions de l'EPF

Doté d'une mission d'intérêt général, l'EPF a été créé dans l'objectif d'assister les collectivités locales en matière d'aménagement et de développement durable notamment pour lutter contre l'étalement urbain.

L'EPF intervient par deux grandes catégories d'activités :

- Une activité de conseil auprès des collectivités locales pour les aider à élaborer des stratégies foncières et les assister dans les négociations avec les propriétaires ;
- Une activité de portage foncier au bénéfice de ces mêmes collectivités locales.

D'autre part, l'EPF peut accepter délégation au cas par cas du droit de préemption sur des secteurs prédéterminés en concertation avec le bénéficiaire du portage. L'accord de la commune et de l'EPCI prévu à l'article 2.04 est alors requis sur le principe de la délégation de droit de préemption et vaut pour toutes les décisions de préemption conséquentes de la délégation.

Chaque acquisition de l'EPF, qui n'est pas réalisée pour ses besoins propres ou dans le cadre d'une demande de l'Etat, fait l'objet d'une convention de portage signée entre l'Etablissement Public Foncier de Loire Atlantique et la personne publique (collectivité) sollicitant le portage.

L'EPF a un rôle de veille foncière préalable aux acquisitions :

- Il accompagne les communes dans l'identification des secteurs à enjeux en matière foncière publique où elle souhaite assurer une veille foncière pour permettre des interventions de préemptions, et saisir des propositions d'acquisition, mais sans procéder à des négociations foncières actives.
- L'EPF peut ensuite assurer cette veille pour le compte de la collectivité bénéficiaire qui est libre de préempter elle-même ou d'activer le portage foncier de l'EPF à proprement parler, par l'acquisition du ou des biens concernés.

L'EPF accompagne les communes dans l'élaboration d'études de faisabilité tenant compte des contraintes foncières.

Les modalités de portage, de remboursement du capital, de gestion et de rétrocession des biens sont clairement définies entre les deux parties par la signature d'une convention.

Les modalités de réalisation des travaux à réaliser sous maîtrise d'ouvrage de l'EPF sont identifiées. Seuls les travaux directement en relation avec l'activité de portage peuvent être réalisés (sécurisation, entretien, travaux de conservation du clos couvert, déconstruction, dépollution).

COMPTE RENDU de la réunion du Conseil Municipal du 7 novembre 2022

La Collectivité s'engage en contrepartie à racheter auprès de l'EPF le ou les biens à l'issue d'une durée de portage déterminée par la convention de portage. Le portage foncier permet donc à la collectivité de mettre à profit cette période transitoire pour réfléchir aux orientations à donner à son projet tout en maîtrisant les coûts du foncier à acquérir.

Lors de cette rencontre Mr le Maire a présenté à Mme BIZIEN les **projets de la commune à savoir maintenir le commerce de proximité et la sécurisation du centre bourg.**

Maintien du commerce :

Le maintien de la superette fait parti des priorités des élus. Ce service est indispensable pour la vie de la commune et répondre aux besoins des habitants.

Depuis la fermeture de ce commerce fin décembre 2021, le local commercial est disponible et a été mis en vente par les propriétaires depuis le mois de mai 2021 après que ce dernier ait été vidé et libéré.

Les propriétaires ne souhaitent pas le mettre en location et ont refusé la demande de location-vente proposée par une habitante de la commune.

La collectivité s'étant engagée dans d'autres projets importants (rénovation du bâtiment mairie-agence postale-réaménagement du foyer rural en restaurant scolaire – travaux d'assainissement Rue Rolieu) les possibilités financières ne lui permettent pas d'acquérir ce bien.

Sécurisation centre bourg :

Le Bien situé « 43 rue de la libération » appartenant à Mme ROUL est en vente.

Pour sécuriser le centre bourg, la démolition de la maison serait souhaitable et permettrait un accès plus aisé des salles municipales et du cabinet médical-infirmier.

Pour répondre à ces deux objectifs, le Commune pourrait faire appel à l'EPF par le biais d'une convention de portage et également, dans le même temps, lui déléguer ponctuellement le droit de préemption si nécessaire.

URBANISME – ACQUISITION PAR CONVENTION DE PORTAGE PAR L'EPF

Bien ROUL situé 43 rue de la libération :

Parcelles H 378 – H 379 et H 486 d'une surface totale de 541 m2

Centre bourg – secteur UA – droit de préemption urbain

Périmètre ABF

Après un vote à bulletin secret (12 « pour » et 0 « contre »), le conseil décide à l'unanimité d'acheter le bien par le biais de l'EPF (Etablissement Public Foncier de Loire Atlantique) par l'intermédiaire d'une convention de portage sur 5 ans. Négociation en cours.

Bien CHARLES situé 3 rue de la Forêt :

Parcelle H 655 d'une surface de 533 m2

Centre bourg – secteur UA – droit de préemption urbain

Périmètre ABF

Après un vote à bulletin secret (12 « pour » et 0 « contre »), le conseil décide à l'unanimité

- D'acheter le bien par le biais de l'EPF (Etablissement Public Foncier de Loire Atlantique) par l'intermédiaire d'une convention de portage sur 5 ans,
- De déléguer ponctuellement le droit de préemption à l'établissement public foncier de Loire Atlantique pour cet immeuble situé 3 rue de la Forêt, puisqu'une déclaration d'intention d'aliéner a été reçue en mairie le 2 novembre pour ce bien.

Cette option va ainsi permettre à la collectivité de préserver le commerce de proximité, nécessaire et indispensable à la vie de la commune.

PERSONNEL COMMUNAL – Avancement de grade

Mr le maire informe le conseil municipal qu'un agent des services techniques (Laurence RAVARD) a réussi les épreuves de l'examen professionnel d'adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe et a été inscrite sur la liste d'admission au grade d'adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe dressée le 19 janvier 2021 par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Vendée.

L'attestation de réussite a été remise à la collectivité par l'agent en 2022.

C'est pourquoi, au regard des fonctions exercées par cet agent et la réussite à cet examen professionnel, le Conseil municipal accepte l'avancement de Mme RAVARD au grade d'adjoint technique territorial de 2^{ème} classe.

Le Comité Technique Paritaire doit être sollicité dès que possible suite à ce mouvement de personnel :

- Suppression d'un poste d'adjoint technique territorial à temps complet
- Création d'un poste d'adjoint technique territorial de 2^{ème} classe à temps complet.

Le tableau des effectifs sera modifié en conséquence :

Cadres ou Emplois	Catégorie	Effectifs	Durée hebdomadaire
Filière Administrative			
Rédacteur	B	1	1 poste à 35 h.
Adjoint administratif territorial principal de 2 ^{ème} classe	C	1	1 poste à 28 h.
Adjoint administratif territorial	C	1	1 poste de 17 h 30 mn
Filière Technique			
Adjoint Technique territorial principal de 2 ^{ème} classe	C	2	2 postes à 35 H
Adjoint Technique Territorial	C	3	1 poste à 35 h 1 poste de 24 h 1 poste de 22 h
Filière scolaire			
Agent Spécialisé principal de 2 ^{ème} classe des écoles maternelles	C	1	1 poste à 25 h 30 mn

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DE SOLLICITER** l'avis du Comité Technique Paritaire
- **D'ADOPTER** le tableau des emplois ainsi proposé
- **D'AUTORISER** Mr le maire à signer les différents documents nécessaires à ces modifications.

CHEMIN RURAL LA COUASDIERE

Mr le maire présente au Conseil municipal la demande de Monsieur et Madame Ludovic HALLET concernant l'acquisition d'une partie du chemin communal « La Couasdière » - St Julien de Vouvantes d'une surface d'environ 550 m2 séparant leur parcelle cadastrée YB 58 qui leur appartient de la parcelle YB 56 appartenant à la SCI La Couasdière – Monsieur Jean-Luc HALLET.

Vu la situation géographique du Chemin, le Conseil décide d'accorder la vente du chemin communal au tarif fixé par la délibération du 12 mars 2013, soit :

- ✓ 1.00 € de 0 à 200 m2
- ✓ 0.80 € de 200 à 500 m2
- ✓ 0.60 € supérieur à 500 m2

Ce montant sera déterminé en fonction de la surface déclarée par le géomètre.

Le conseil accepte cette demande et donne pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération sous la forme d'un acte de vente passée devant le notaire Tara PASCALINE – Moisdon la Rivière.

L'acquéreur prend à sa charge les frais notariaux et administratifs (géomètre...) liés à cette cession de terrain.

Le conseil donne mandat à Mr le maire pour représenter la commune lors de la passation de cet acte de vente et signer tout document en rapport avec l'affaire.

REFORME DE LA PUBLICITE DES ACTES ADMINISTRATIFS

L'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, et le décret n°2021-1311 du même jour pris pour application, apportent d'importantes modifications.

Cette ordonnance modifie notamment les règles relatives à la publication des actes réglementaires et des actes ni réglementaires et ni individuels. Elle pose le principe de la publication sous forme électronique des actes.

L'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose en effet que :

« III- les actes réglementaires et les décisions ne présentant ni un caractère réglementaire, ni un caractère individuel font l'objet d'une publication sous forme électronique, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, de nature à garantir leur authenticité et à assurer leur mise à disposition du public de manière permanente et gratuite ».

Pour les communes de moins de 3 500 habitants un droit d'option permettant une dérogation à la publicité sous forme électronique est octroyé suivant disposition de l'article L.2131-1 du CGCT.

« IV- par dérogation aux dispositions du III, dans les communes de moins de 3 500 habitants, les actes réglementaires et les décisions ni réglementaires, ni individuelles sont rendus publics :

- 1- Soit par affichage,*
- 2- Soit par publication sur papier dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ;*
- 3- Soit par publication sous forme électronique dans les conditions prévues au III. »*

Le conseil municipal choisit le mode de publicité applicable dans sa commune. Il peut aussi modifier ce choix à tout moment. A défaut de délibération sur ce point les dispositions du III sont applicables.

Après discussion, le conseil municipal demande le maintien de la publicité papier et/ou par affichage pour les actes réglementaires ou ni réglementaires ni individuels, comme le permet l'article L2131-1 du CGCT pour les communes de moins de 3 500 habitants.

MATERIELS INVESTISSEMENT

Acquisition de petits matériels pour permettre le bon fonctionnement du services Espaces Verts :

- Tronçonneuse Husqvarna thermique
 - Souffleur husquvarna batterie
 - Souffleur husquvarna Thermique
- Montant total : 1 656.00 TTC (Eurl Althiya Motoculture – Issé)
-
- Taille Haie stihl
- Montant total : 624.00 TTC (BJC Espace Emeraude – Châteaubriant)

MONTANT GLOBAL DE LA DÉPENSE : 2 280.00 € TTC

Accepter par le conseil municipal à l'unanimité.

A prélever au BP 2022 : article 2157 – opération 273

NUMEROTATION RUE « CHEMIN DU CHAMP DE FOIRE »

Mme Marie Annick PITRÉ sollicite la commune pour connaître le numéro de rue qui est attribué à sa parcelle H 195 située « Chemin du champ de foire ».

Après une visite sur les lieux, il a été décidé de lui attribuer le numéro « 12 ter ».

Les services de la Poste, de la DGFIP, du SDIS 44 et de l'IGN seront informés de cette numérotation.

COMPTE RENDU de la réunion du Conseil Municipal du 7 novembre 2022

La numérotation des villages est à prévoir et sera vu par la commission en 2023. Mission importante et délicate mais nécessaire.

QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

- ✓ **OGEC** : invitation à l'assemblée générale du vendredi 25 novembre 2022
- ✓ **Ecole Publique des rochettes** : présentation des points abordés au conseil d'école du 20 octobre 2022 aux élus (projets et budget 2022-2023 ; manifestations et fêtes programmées...)
- ✓ **Vœux de la municipalité** : le 8 janvier 2022
- ✓ **Cimetière** : demande d'une administrée de graver l'inscription « ossuaire communal » pour permettre une meilleure visibilité de ce dernier dans le cimetière
- ✓ **Dégradation dans le bourg** : la personne s'est engagée à remettre en état les bâtiments (suppression des tags) d'ici la fin du mois de novembre.

Prochaine réunion de conseil municipal : lundi 5 décembre 2022

Le Secrétaire
« Lu et approuvé »